

BULLETIN DE LA CONFERENCE NATIONALE DES ACADEMIES DES SCIENCES, LETTRES ET ARTS

créée à Lyon, le 26 octobre 1991, sous l'égide de l'Institut de France

numéro spécial: avril 1992

Sciences du 17 mars 1992

à l'INSTITUT DE FRANCE

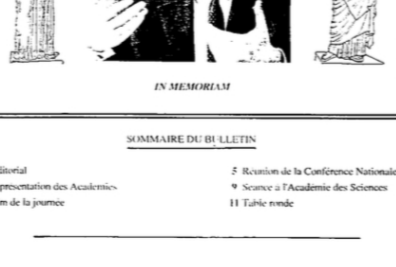
soit à l'initiative de

l'ACADEMIE DES SCIENCES

à l'initiative de M. Jean HAMBURGER et de son successeur M. Jacques FRIEDEL



Ce bulletin est dédié, en hommage respectueux, à
M. le Professeur Jean HAMBURGER,
de l'Académie Française, membre de l'Académie de Médecine,
Président de l'Académie des Sciences (1991)



IN MEMORIAM

SOMMAIRE DU BULLETIN

- 2 Editorial
- 3 Représentation des Académies
- 5 Réunion de la Conférence Nationale
- 9 Séance à l'Académie des Sciences
- 11 Film de la journée
- 11 Table ronde



EDITORIAL

Voici franchie une nouvelle étape dans la vie de notre Conférence Nationale des Académies des Sciences, Lettres et Arts, née à Lyon, il y a quelques mois.

Avec enthousiasme, nos représentants se sont rendus à l'invitation de l'Académie des Sciences, transmise par le regretté professeur Jean HAMBURGER, Président en exercice, Académicien français, membre de l'Académie de Médecine.

Le programme finalement mis au point par M. Jacques FRIEDEL, nouveau Président, traduisait le désir d'associer les Académies de Province aux travaux scientifiques de l'Institut, en demandant à certains de nos représentants, les plus qualifiés dans ces domaines, de présenter sur un sujet de leur choix, une communication convenant aux circonstances.

Une séance spéciale réservée aux travaux particuliers de la Conférence, permet prendre acte de l'agrandissement de notre famille académique mais aussi de sa nécessaire limitation, et de débattre de problèmes internes, peu préoccupants dans l'ensemble.

L'essentiel, en effet, c'est, d'une part la compréhension active manifestée par l'Institut pour les "petites soeurs" de Province et, d'autre part, le désir ardent de nos Compagnies toujours vivaces et conscientes de leurs devoirs, de retrouver si besoin est - leur place et leur rayonnement, comme au XVIIIème siècle. Il en résulte un consensus vibrant sur la nécessité de nous épauler, de former un tout, de devenir cette sorte d'Institut de la France profonde qui travaillera sans relâche dans le même sens que les grandes académies parisiennes, tout en respectant la spécificité de ses membres, leur permettant ainsi d'adapter leur mode de vie et leur action à leurs traditions séculaires, aux conditions locales, et à leur propre projet.

Quelques mois vont passer... L'an prochain, MARSEILLE nous accueillera ; en 1994, ce sera ROUEN. Entre temps, ou après, nous reviendrons sans doute à PARIS, puisque M. LANDOWSKI, secrétaire perpétuel de l'Académie des Beaux-Arts souhaite nous recevoir.

Sur cette lancée, nous pouvons attendre l'an 2000 en progressant dans tous les domaines, pour que le troisième Millénaire voit, et c'est très possible, nos académies de Province en particulier, et l'Institut académique dans son ensemble, reprendre une place primordiale dans la vie du Pays, sur la base de vraie culture, d'un humanisme adapté, et d'un esprit particulier, le nôtre, qui, s'il est parfois becardé, n'en est pas moins celui qui convient à la conjoncture, pour guider, avec mesure et efficacité, le mouvement spirituel qui doit accompagner les progrès de la Science, l'évolution des mœurs, et l'épanouissement de l'individu dans le respect de son héritage - la langue française entr'ailleurs - au sein d'une humanité consciente et éclairée.

Edmond REBOUL

LE FILM DE LA JOURNEE

Mardi matin...

REPRESENTANTS DES ACADEMIES DE PROVINCE MEMBRES DE LA CONFERENCE NATIONALE

Aix-en-Provence : René COLLOOT, Président

Amiens : Jean YVERT, Directeur annuel

Angers : Jean-Claude RÉMY, Vice-Président

Antony : Paul GUICHONNET, Président
Georges GRANDCHAMP, Vice-Président

Arles : Jean-Marie ROUQUETTE, Président

Aras : Jean-Pierre CHAMBRE, Secrétaire

Besançon : Jean THIEBAUT, Président

Bordeaux : Roger DAVID, Ancien Président

Carré : Robert VERGER, Président
Jean-Louis DUMAS, Secrétaire

Chambéry : Louis TERRIAUX, Président

Clermont-Ferrand : Pierre-François ALLEL, Président

Dijon : Pierre RAT
Melle CHAUNÉY-BOULLOT, Secrétaire Général

Grenoble : Gilbert NIGAY, Ancien Président

La Rochelle : Charles MAVAUT, Président

Lyon : René WALDMANN, Président
Edmond REBOUL, Secrétaire Général

Marseille : Paul FABRE, Président
Georges BERGON, Secrétaire Perpétuel
Constant VAUTRAVERS, Chancelier

Metz : Jacques JUNG, Président (P.J.)

Montpellier : Henri ANDRILLAT, Président honoraire

Nancy : Guy VAUCHEL, Président

Nîmes : Christiane LASSALLE, Président

Rouen : Christian GOUBAULT, Président
François J. GAY

Toulouse : Robert GILLES, Président

Toulon : Bernard BROUSSOLLE, Président

Versailles : Jean-Pierre MACHELON, Président

Villefranche : Louis Mangier, Trésorier

Par une matinée un peu prise, en dépit de la proximité du printemps, et du soleil qui faisait plus au Sud, les trente-deux représentants des Académies de Province, membres de la Conférence Nationale créée à Lyon le 26 octobre 1991, se retrouvaient en ce lieu de la Capitale où toujours souffle l'esprit, l'Institut de France. Les Présidents des Compagnies étaient presque tous présents, et quatre ou cinq représentés par un ancien président ou un secrétaire perpétuel. Quelques membres isolés s'étaient joints au groupe, ainsi qu'un délégué de la Société académique de la Mame, venu en observateur de sa propre initiative, semble-t-il.

Étaient également sur place pour nous accueillir, M. le Bâtonnier Albert BRUNOIS, et M. Robert-Henri BAUTIER, de l'Institut. Des qu'il put s'échapper du réseau de ses nombreuses et délicates activités, M. Edouard BONNEFOUS, Chancelier de l'Institut de France, vint nous rejoindre et nous consacra de longs instants, produisant à bon escient des conseils éclairés à notre assemblée.

A dix heures, la séance fut ouverte par M. Albert BRUNOIS, entouré au Bureau de messieurs Robert-Henri BAUTIER, membre de l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres, spécialiste incontesté des Académies et des Sociétés savantes, et Edmond REBOUL, Secrétaire général et ancien Président de l'Académie des Sciences, Belles-Lettres et Arts de Lyon, coordinateur de la Conférence.

L'Ordre du Jour, établi dans de bonnes conditions malgré la dispersion et l'éloignement, fut rigoureusement respecté.

Avec les nouveaux venus

Après les allocutions du Président et de M. BAUTIER, les présidents des trois Académies nouvellement intégrées à la Conférence Nationale prirent la parole pour présenter, de façon à la fois concise et éloquent, les Compagnies qu'ils représentaient: ils furent chaleureusement applaudis.

LE FILM DE LA JOURNEE

Les interventions

Plusieurs interventions programmées se succédèrent alors, entraînant réflexions, commentaires et débats. Nous reviendrons plus loin sur les diverses questions soulevées par M.J.L.DUMAS (Caen) M.J.JUNG (Metz) M.Ci.MAVAUT (La Rochelle) et M. B. BROUSSOLLE (Toulon).

En fin de séance, M. Edmond REBOUL, dans une très brève intervention, demanda à l'Assemblée de préciser ses desirs, éventuellement ses besoins, afin de mieux adapter son action au service de tous.

Un déjeuner très convivial

Il était déjà midi passé, et M. BRUNOIS leva la séance, pour permettre aux Présidents de se diriger vers la salle Bonnefous et participer au déjeuner offert par l'Académie des Sciences, présidé par M. Jacques FRIEDEL.

Ce déjeuner par petites tables, excellent, permit aux convives de faire plus ample connaissance et d'aborder de nombreux sujets académiques et autres. L'atmosphère générale fut chaleureuse et gaie.

A l'Académie des Sciences

Sans autre discours, ni tambours ni trompettes, les invités gagnèrent à l'heure prévue la grande salle des séances où ils retrouvèrent les autres confrères. Sous la présidence de M. Jacques FRIEDEL, et le regard neutre des statues des célébrités qui veillent dans leurs niches de bois, se déroula une séance commune consacrée naturellement aux Sciences et aux initiatives culturelles régionales.

M. René WALDMANN (Lyon) ouvrit le feu et fit un superbe exposé sur les travaux techniques en souterrain. Il fut suivi par M. Guy LASSERRE, de Bordeaux, qui, grâce à de belles images et des textes projetés rendit son propos, "L'assainissement de Landes de Gascogne" tout à fait facile à entendre et à retenir. "L'homme de Tautavel", remarquablement mis en scène par M. Henry de LUNLEY WOODYEAR (Marseille), passionna l'auditoire et nous invita, en quelque

sorte, à aller découvrir rapidement ses aînés. C'est à des hauteurs vertigineuses que se situa le propos de M. Henri ANDRILLAT (Montpellier) sur "le rayonnement cosmique : les trois degrés absolus" dont l'un des effets, et non le moindre, fut de nous rendre modestes.

Il faut malheureusement regretter l'absence de M. Jean SERMET (Jeux floraux de Toulouse) qui, en raison d'incidents de santé récents ne put se déplacer, ce qui nous priva de sa communication sur "la plus ancienne et la plus stable des frontières françaises, celle des Pyrénées".

Survinrent alors les autres intervenants conviés par M. FRIEDEL à animer une table ronde sur "les initiatives culturelles et régionales". M. Paul CARO, délégué aux affaires scientifiques de la Cité des Sciences et de l'Industrie, M. Alain NEMOZ, Président de de l'Université Joseph Fourier, sciences, techniques, médecine (Grenoble), Madame Dominique FERRIOT, directeur du Musée National des Techniques, président de l'AMCSTI (Association des musées et centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle), et M. Michel DEMAZURE, directeur du Palais de la Découverte, nous firent part, de façon très vivante, de leur expérience et des résultats obtenus dans leurs domaines respectifs.

Et pour finir...

Les débats furent être écourtés en raison des nécessités impérieuses du programme: la séance académique fut en effet suivie peu après 17 heures, dans les salons voisins par un cocktail, au cours duquel furent remises solennellement leurs récompenses aux lauréats de la première édition du Concours "PYTHAGORE", dont l'objet est la réalisation d'une expérience didactique, susceptible de figurer dans un établissement scientifique. Le sujet proposé était "Ordre et désordre" (et tout ce qu'il faut entendre par là!). Le premier prix fut attribué à Robert STOKHOLM (Compiegne) pour la manipulation sur les structures dissipatoires par la caéfaction, ou les oscillations fascinantes d'une goutte d'eau". Le deuxième prix alla à Vincent Henri PUECH, Miguel AUBOUY et Laurent FOUQUET (E.N.S.-Lyon) pour leurs observations sur "Le coarctation de la mercurique". Ce palmarès fut ainsi l'occasion de sympathiques agapes au cours desquelles les académiciens de Province prirent congé de ces Messieurs de l'Institut et de nos confrères. Le mot de la fin fut évidemment "Au revoir!".

PROCES-VERBAL

de la réunion des représentants des Académies

membres de la Conférence nationale

Mardi 17 mars 1992, 10 h., à l'Institut de France

Présidence de M. Albert BRUNOIS
membre de l'Académie des Sciences Morales et Politiques

A dix heures du matin, dans la belle salle de l'Académie française et de l'Académie des Sciences Morales et Politiques, M. le Bâtonnier Albert BRUNOIS, entouré de M. Robert Henri BAUTIER et Edmond REBOUL, ouvre la séance.

Il se propose la distribution brutale de M. Jean HAMBURGER, initiateur de la réunion du jour, rappelle son souvenir et fait observer une minute de silence. Il note avec satisfaction que cette réunion est la troisième de notre groupe, qui, pour n'être qu'informel, n'en est pas moins très vivant et actif.

Il se réjouit notamment de voir se développer entre nous, et entre notre Conférence et l'Institut, des liens de confraternité. Commentant l'Ordre du Jour, établi, avec son accord, par notre coordinateur, après consultation des responsables des Académies, il ébauche un plan de travail pour la matinée, en espérant qu'il sera possible de déterminer ce qui peut être fait pour que notre Conférence Nationale prenne un bel essor. Humanisme, inquiétude, climat, sont les maîtres-mots qu'il utilise pour conclure, en souhaitant que la Culture suscite parmi les hommes une meilleure compréhension.

Il donne alors la parole à M. Robert-Henri BAUTIER qui, rappelant les origines de notre Conférence, les étapes nîmoise et lyonnaise, tente de cerner les buts pratiques de notre groupement: établissement d'un bilan, celui de la situation actuelle, développement des échanges, mise au point d'un programme pour le développement de la Conférence.

Il brosse enfin le panorama de l'état de nos Compagnies, de leurs difficultés financières avec, en corollaire, les problèmes liés aux cotisations, subventions, mecenat, gestion immobilière parfois, l'entretien des archives et des bibliothèques, l'édition des actes, mémoires et autres publications scientifiques.

M. BAUTIER conclura sur l'audience et le rôle des Académies en insistant sur les relations internes et externes, les contacts avec les autres sociétés savantes et les fédérations, avec les autorités territoriales surtout, auprès desquelles les Académies doivent jouer le rôle de conseil culturel. Il suggère que les académies, lorsqu'elles sont nombreuses dans une région, se réunissent dans une sorte de Comité régional ou qu'il soit créé une Commission de liaison entre les Académies voisines.

La Conférence Nationale lui paraît indispensable et irremplaçable, tout comme le Bulletin de liaison qui doit en émaner.

Il souhaite que soient poursuivis les efforts déjà consentis, et que s'établisse une petite structure de secrétariat, s'occupant des réunions de la Conférence Nationale et de l'édition du bulletin périodique.

L'assentiment ponctue ces deux discours par des applaudissements nourris.

M. le Bâtonnier BRUNOIS, après l'avoir remercié, propose d'écouter les Présidents des trois Académies nouvellement entrées dans la Conférence. Successivement prennent la parole, M. Louis TERRERAUX, Président de l'Académie de Savoie, M. Bernard BROUSSOLLE, Président de l'Académie du Var, et M. Jean-Pierre MACHELON, Président de l'Académie de Versailles. Leur propos succinct, si besoin était, pour rassurer ceux qui souhaitaient que soient respectés les cinq critères fixés à Lyon pour figurer dans la Conférence nationale: l'essentiel de leurs discours sera diffusé sous la forme de fiches identiques à celles établies pour la réunion de Lyon.

L'ordre du jour appelle ensuite les interventions de plusieurs confrères sur les sujets qu'ils ont eux-mêmes choisis. Chaque exposé provoque des observations, discussions et digressions qui traduisent l'intérêt des questions soulevées autant que le dynamisme et l'éloquence des orateurs.

M. DUMAS prêche d'abord en faveur de l'ouverture de notre Conférence à des Académies ou sociétés moins anciennes mais très riches, comme les Chercheuses, Tournaise, pays de Loire, par exemple. Il est soutenu par M. MAVAUT (La Rochelle), qui évoque les Compagnies siègeant à Tours et à Nantes.

M. BAUTIER rappelle alors l'histoire et les avatars des académies de Province anciennes et plus récentes, et les alicés qui ont présidé à leur appellation actuelle. La prudence est donc de rigueur.

Certains s'étonnent que des villes importantes, voire des régions (Strasbourg, Alsace), ne soient pas représentées au sein de la Conférence Nationale. M. FABRE de Marseille insiste sur la définition de critères devant obligatoirement presider à leur intégration. M. BAUTIER lui répond que ce fut l'objet de nos travaux à Lyon; mais, interroge alors M. FABRE, toutes les Académies ici représentées satisfont-elles à ces cinq critères? La question ne donne pas lieu à discussion.

Doit-on aller chercher d'autres académies respectables pour les intégrer à notre groupe ou faut-il attendre qu'elles se manifestent? Faut-il susciter la promotion d'académies en des zones "désertiques" au regard de notre recrutement? Quelle attitude adopter, en pratique, face au centralisme existant et à la décentralisation souhaitée?

A ces questions vont répondre, avec leur autorité, M. le Bâtonnier BRUNOIS et M. Edouard BONNEFOUS.

Pour le premier, il faut aller doucement, et ne pas vouloir concurrencer la Fédération des Sociétés savantes. Si nous avons décidé, à Lyon, d'agréger, après contrôle, trois nouvelles académies-soeurs, il ne faut pas maintenant multiplier les initiatives. Lorsque des candidatures se feront connaître, il sera temps d'avis. (Monsieur Baugier précise alors qu'il faut en rester aux décisions prises à Lyon et bien faire la différence entre Sociétés Savantes ou prétendues telles, et Académies, ou sociétés académiques au sens strict.)

Pour le second, il faut éviter la dérive et l'inflation, il ne faut pas substituer le nombre à la qualité: certaines reticences s'étant manifestées au sein de l'Institut, il est préférable d'être très sélectif et de rester sur les positions adoptées à Lyon. A certains laxisme conduisant à altérer, même involontairement, la notion d'Académie, l'Institut de France adopterait à coup sûr une attitude plus réservée à l'égard de la Conférence nationale des Académies des Sciences, Lettres et Arts. Selon M. le Chancelier de l'Institut de France, il convient donc, d'une part, de ne pas chercher pour l'instant à multiplier davantage la Conférence Nationale, d'autre part de ne pas vouloir s'ouvrir à tout prix à d'autres Compagnies: laissons agir le temps!

M. Jacques JUNG, de Metz, est ensuite invité à exposer les données du problème qu'il souhaite soulever : faut-il revoir les statuts des Académies dont certaines dispositions sont devenues obsolètes ? Faut-il solliciter l'approbation ministérielle ? La reconnaissance d'utilité publique, accordée au XIX^{ème} siècle est-elle toujours valable, y compris au plan fiscal ?

M. RAT (Dijon) indique que les statuts de sa Compagnie ont été révisés en 1972. La reconnaissance d'utilité publique a été renouvelée. Tout cela est réactualisable, mais comment ?

M. MAVAUT (La Rochelle), bénéficiant des lumières d'un de ses confrères, trésorier payeur général, expose que si la reconnaissance d'utilité publique n'était plus reconnue, ce serait au titre de la Conférence Nationale qu'il faudrait tenter de l'obtenir.

M. GOUBAULT (Rouen) estime que la décision de reconnaissance d'utilité publique continue à produire ses effets, notamment au plan fiscal : quant aux statuts, si l'on ne veut pas les modifier pour éviter toute remise en cause, par l'administration de tutelle, des avantages acquis, il faut se contenter de les compléter par un règlement intérieur, facile à revoir en cas de besoin.

M. BRUNOIS demande alors à effectuer un petit sondage d'avis il ressort que trois Compagnies seulement (Arles, Chambéry, Villefranche), ne bénéficient plus de la reconnaissance d'utilité publique.

Il conviendrait, à l'intention des autres Compagnies, de se renseigner sur la validité de décisions favorables mais anciennes; on note, après un rapide contrôle que toutes les Compagnies, loin de là, ne sont pas comprises en association sous le régime de la loi de 1901 : les autres sont-elles pour autant des établissements d'utilité publique ? La question reste posée.

Pour M. GUICHONNET, (Annecy), certaines académies ont modifié leurs statuts après la promulgation de la loi de 1901 sur les associations.

M. BRUNOIS, en une sorte de synthèse, précise qu'il existe des associations non déclarées, des associations déclarées, et des associations reconnues d'utilité publique, après arrêté du Conseil d'Etat.

Il propose que chaque Compagnie fasse le point et entame éventuellement la procédure appropriée. (Une académie fonctionnant en tant qu'association pure et simple, existe-t-elle réellement ? L'Institut de France, lui, est un établissement public à caractère particulier, soumis au contrôle de l'Etat).

M. BAUTIER indique alors, qu'il n'y a pas si longtemps, le Conseil d'Etat demandait un avis au Comité des Travaux historiques et scientifiques, lors d'actions introduites par des sociétés savantes pour obtenir la reconnaissance d'utilité publique.

Finalement, M. BRUNOIS recommande que, tous les ans, soit voté un budget dans chaque Académie.

La parole est alors à M. MAVAUT qui, satisfait de ce qui vient d'être dit, demande que les textes de présentation des académies nouvellement accueillies soit diffusés, et soulève la question des contacts avec les académies comparables aux nôtres dans les pays étrangers.

M. BRUNOIS pense qu'il faut respecter l'action des Compagnies qui veulent rayonner à l'étranger, en fonction de leur position géographique, et souhaite d'ailleurs que la Conférence joue un rôle international, sans toutefois gêner ce qui ce soit.

M. Robert-Henri BAUTIER, qui n'est pas opposé à cette idée, souhaite que ces actions ne fassent pas double emploi avec la mission d'autres organismes.

Plusieurs participants (M. REBOUL, GUICHONNET, RAT, MAVAUT) apportent leur contribution en précisant l'état de leurs relations avec des Académies étrangères, figurant le plus souvent dans leur zone de rayonnement.

C'est alors qu'intervient, avec vivacité, Melle le Docteur CHAUNEY-BOULLOT (secrétaire général de l'Académie de Dijon) qui voudrait savoir "ce que l'on veut faire avec cette Conférence nationale".

M. BRUNOIS refait à son intention l'histoire de notre démarche et, sans discuter le moins du monde son bien-fondé, demande, lui, comment aller plus loin, en respectant à la fois les règles juridiques, la prééminence de fait de l'Institut, et la personnalité des Académies provinciales concernées, en favorisant aussi les relations confraternelles entre Académies régionales voisines (le mot de "fusion" est prononcé).

C'est enfin à M. BROUSSOLLE de prendre la parole sur les problèmes de financement des Académies et de la Conférence nationale, notamment de ses réunions.

Il est écouté dans un silence respectueux, mais éloquent. Comme le fait remarquer M. BRUNOIS, nous pourrions parler d'argent, de budget, de trésorerie quand "nous serons quelque chose", c'est à dire quand nous aurons une existence légale.

Pour l'instant, il est admis que lors de la participation des Académies invitées aux réunions de la Conférence, les frais de déplacement seront pris en charge par les académies ou les intéressés : il ne faut pas créer de problème aux académies qui reçoivent.

Quant au bulletin, et autres documents, M. REBOUL continuera à en assumer la charge.

Monsieur le Chancelier de l'Institut insiste à nouveau sur la nécessité de ne pas aller trop vite, de veiller au statu quo, de garder le contact avec les académies-membres, de provoquer leur réunion une fois par an, sous une forme confraternelle et conviviale, et pas nécessairement organique, et d'éviter, par trop d'ambition, de susciter des réticences à l'intérieur des Classes de l'Institut. Ainsi, par étapes successives, verrons-nous apparaître un avenir satisfaisant pour la Conférence, sans écarter ce qui se soit et en exigeant, le moment venu, l'unanimité de ses membres pour accueillir un nouveau membre.

Les points inscrits à l'Ordre du jour ayant été envisagés, d'autres questions sont soulevées.

M. Christian GOUBAULT (Rouen) fait le point sur les perspectives de la réunion de 1994, les 3, 4 et 5 juin, à l'occasion du 250^{ème} anniversaire de la fondation de l'Académie. Le 4 sera le jour réservé à la Conférence nationale. C'est avec beaucoup d'enthousiasme et de gentillesse que nous sommes conviés à y participer nombreux.

Melle le Docteur CHAUNEY-BOULLOT propose, pour éviter la parution d'un bulletin, que l'on adresse à chaque académie intéressée, la calendrier et le programme des activités de la Compagnie.

La question étant posée de savoir quelles Compagnies se réunissent une fois par semaine, les représentants de Montpellier, Lyon, Dijon et Toulouse se manifestent et font les commentaires appropriés.

A la demande de M. Albert BRUNOIS, M. BERGOIN, secrétaire perpétuel de l'Académie de Marseille, fait le point sur le projet de réunion de la Conférence dans sa ville en 1993, souhaitant attendre encore quelques semaines avant de donner des détails, compte-tenu de la conjoncture actuelle et d'entrer dans la phase d'organisation proprement dite. A l'inquiétude (relative) exprimée par M. BRUNOIS, il répond par des apaisements tout à fait justifiés.

La parole est enfin donnée à M. Edmond REBOUL qui, après avoir remercié nos hôtes de leur invitation et de leur accueil, et nos confrères de leur présence, demande à l'Assemblée d'exprimer ses besoins et ses desirs en ce qui concerne la communication, essentiellement le mini-annuaire (coordonnées et Bureaux, pour l'année en cours, des Académies-membres) et le bulletin de liaison (3 numéros par an). Il se heurte aux réticences exprimées avec fougue par Melle le docteur CHAUNEY-BOULLOT (Dijon), qui conteste l'intérêt de ces supports, et rejette toutes ces charges, à ses yeux, inutiles.

M. Robert-Henri BAUTIER, de son côté, rejette catégoriquement ces réserves, et plaide tout au contraire pour une communication plus nourrie et plus efficace, notamment par l'intermédiaire d'un Bulletin et l'action d'un Comité de liaison. Le problème du financement, toutefois, ne peut être résolu pour l'instant.

Le Président BRUNOIS, satisfait du travail accompli durant la matinée, constate que l'heure est venue de mettre un terme à la réunion et lève la séance.

Mardi 17 mars 1992 (Après-midi)
SEANCE A L'ACADEMIE DES SCIENCES

Présidence de M. Jacques FRIEDEL

A quatorze heures trente, M. Jacques FRIEDEL, Président de l'Académie des Sciences, ouvre la séance et salue la mémoire de son prédécesseur, le regretté professeur Jean HAMBURGER, de l'Académie française, membre de l'Académie de Médecine, initiateur de cette nouvelle rencontre.

Se réjouissant d'accueillir les représentants des Académies de province anciennes, dont il salue l'action, il propose d'écouter le texte rédigé à notre intention par M. Jean HAMBURGER : il donne alors lecture de quelques très belles pages, littéraires au meilleur sens du terme, et souvent poétiques, consacrées aux Académies de province, dont l'existence et l'action font contre-poids à un "parisien-centrisme excessif". Réalisant la synthèse des ressources immenses de notre pays, nos Compagnies ont le devoir de travailler ensemble pour défendre ses valeurs et contribuer à son épanouissement. Héritiers de grands esprits, ses membres ont de lourdes obligations qui peuvent être remplies à travers des "Académies libres et indépendantes de toutes pressions politiques et mercantiles"... Qualifiant notre réunion de "précieuse", M. HAMBURGER concluait par des mots de bienvenue, assortis de remerciements.

Le président FRIEDEL donne la parole au premier des intervenants, M. René WALDMANN, président de l'Académie de Lyon, sur un thème qu'il connaît parfaitement :

"Les progrès techniques dans les travaux souterrains"

L'historique, qui débute en 1370, avec le creusement du premier égout en maçonnerie voûtée à Ménilmontant, s'achève après de multiples étapes, aux tunnelsiers contemporains, qui ont changé radicalement la conception et la réalisation de ces ouvrages souterrains, avec l'utilisation d'engins à boue pressurisée, et les perfectionnements apportés à l'avancement du tunnelier. La traversée sous-fluviale (Rhône et Saône) dans des délais très raisonnables, au cours de la création du métro de Lyon, est un exemple français récent des progrès réalisés en ce domaine. L'avenir est plein de promesses, avec de nouvelles techniques, méthodes de pré-coupage, voûtes provisoires, ou utilisation du béton projeté au cours des forages, l'apparition de tunnels nouveaux, de très grand diamètre (15 m.) mais aussi de micro-tunneliers de diamètre inférieur à un mètre, au guidage entièrement automatique.

On conçoit, dès lors, l'intérêt du Comité d'orientation de la recherche en Génie civil, qui veille autant sur les sciences fondamentales que sur les projets nationaux. Les résultats enregistrés sont dus non seulement aux progrès de la technique, mais aussi à l'action de l'Association des travaux en souterrain, nationaux et internationaux, dont le siège est situé en France.

Tres applaudi, M. WALDMANN remet alors au Président une plaquette sur le sujet.

La deuxième communication, celle de M. Guy LASSERRE, Président de l'Académie de Bordeaux, est intitulée :

"L'avoisinement des Landes en Gascogne"

Cet exposé magistral, très vivant, est accompagné de tableaux et de dispositifs qui, des berges landaises sur leurs échantis, aux canaux de drainage les plus récents, illustrent l'oeuvre immense réalisée au cours des cents dernières années sous l'impulsion d'hommes hors du commun. Ainsi fut créée la forêt landaise, là où renaissent jardins maraîchers et fondrières...

La parole revient ensuite à M. Henry de LUDLEY WOODYEAR (Marseille) :

"L'homme de Tautavel"

Cette synthèse met en valeur les travaux accomplis par les chercheurs qui savent maintenant faire parler les strates et reconstituent ainsi l'environnement, le mode de vie de nos ancêtres préhistoriques, et même les cycles climatiques successifs qu'ils durent affronter. Stratigraphie, sédimentologie, études polliniques, analyse soignée des restes animaux, débris, fragments, outils et matériaux de base, chaque méthode apporte son contingent de découvertes.

Ainsi, grâce au fabuleux patrimoine archéologique de Tautavel, est-il possible aujourd'hui d'établir le "portrait-robot" de l'homme erectus européen.

Une heureuse exploitation muséographique de ces richesses fait de Tautavel, un haut-lieu de vulgarisation des connaissances, à l'intention du grand public cultivé.

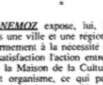
Enfin, une quatrième communication est consacrée par M. Henri ANDRILLAT (Montpellier), au :

"Rayonnement cosmique : les trois degrés absolus"

Il s'agit du survol, fort intelligemment conduit, d'un sujet d'astrophysique et de cosmologie des plus intéressants, mais d'un abord assez complexe. Reçue une introduction historique et scientifique, l'orateur fait part des résultats des recherches en cours et conclut sur les problèmes cosmologiques non encore résolus, en dépit des acquis. On peut fonder quelques espoirs sur les progrès de la technologie européenne.

Compte tenu de l'heure, le Président souhaite passer à la deuxième partie de la séance, consacrée à une table ronde sur les initiatives culturelles et régionales.

LES INITIATIVES CULTURELLES ET REGIONALES



sous la présidence de M. Jacques FRIEDEL,
avec la participation de
Madame FERRIOT, et de messieurs CARO, NEMOZ, et MAZURE.

Le Président, après avoir présenté les animateurs invités, (trois parisiens, un provincial) donne la parole à M. Paul CARO. (Cité des Sciences et de l'Industrie, qui s'intéresse au problème de la vulgarisation scientifique intelligente, permettant à la science "enfermée dans une forteresse qui l'isole", de s'ouvrir à un public de plus en plus large et exigeant. La situation actuelle est difficile, tant en raison d'obstacles psychologiques (contestation du principe même de la vulgarisation), que des jargons et autres codes, ce qui implique une mise en scène et l'utilisation de l'image pour séduire et intéresser. La conclusion est simple : il faut faire la promotion de la science et entreprendre les recherches nécessaires pour atteindre ce but.

Madame FERRIOT, du C.N.A.M., présidente de l'Association des Musées et Centres pour le développement de la culture scientifique, technique et industrielle, constate d'emblée qu'une grande activité culturelle scientifique s'est manifestée dans les régions depuis 30 ans. Elle énumère les différentes catégories d'organisations concernées, musées techniques, éco-musées, centres de culture scientifique et technique, et évoque le tissu associatif, où figurent nos Académies et sociétés savantes, à côté de sociétés d'ingénierie ou d'associations d'éducation populaire. Si les organismes de recherche peuvent avoir, et ont, une action "en région", ils ne peuvent tout faire et ne sauraient se substituer à l'école qui doit d'abord jouer son rôle.

M. Alain NEMOZ expose, lui, le point de vue d'un Président d'Université scientifique dans une ville et une région dont le dynamisme et la qualité sont bien connus. Il croit fermement à la nécessité du développement scientifique et technique, et observe avec satisfaction l'action entreprise à Grenoble, et ailleurs. En 1966, lors de la création de la Maison de la Culture, on a véritablement installé la culture scientifique dans cet organisme, ce qui paraît normal, mais n'est pas très fréquent. Le succès de cette initiative est évident. C'est un des rôles majeurs de l'Université de favoriser ce mouvement.

Il répertorie alors les événements, expositions, réunions, etc, qui ont jalonné ces dernières années, pour le plus grand bien de la population, et il salue à la fois le retour de l'Université dans la ville, et le retour de la ville dans le campus ; il se rejoint enfin qu'un Centre de culture scientifique et technique rayonne, avec l'aide des enseignants et du CNRS, au bénéfice des étudiants et des lycéens. Des actions organisées avec les écoles et les familles drainent ainsi les deux tiers de la population des jeunes...

Que devrait-on encore faire ? Telle est la question qui se pose : il faut soutenir ce qui se fait déjà, en parler, mobiliser l'Université (c'est aussi sa mission), réhabiliter l'enseignement de l'histoire des Sciences, décentraliser les actions parisiennes, et tenter d'installer des équipements sur place, des réseaux efficaces, en sachant qu'il n'y a pas de solution toute faite.

Conclusion qui pourrait être humoristique si elle ne traduisait une certaine incompréhension : pourquoi parler de culture scientifique et technique, alors que techniques et sciences font partie de la culture, tout court ! Il est hélas de bonne guerre, pour l'instant, d'accepter cette distinction fautive.

M. Michel DEMAZURE, directeur du Palais de la découverte, constate que la fréquentation de son établissement est surtout le fait, non des parisiens, mais des habitants de la banlieue, et des étrangers. Les expositions scientifiques représentent un investissement élevé, qui concerne parfois le secteur commercial (exposition sur les Dinosauriens) mais aussi des secteurs non lucratifs. Elles doivent s'exposer sur grand public, être préparées par des professionnels de la muséographie, mais le financement de leur budget est un problème difficile à résoudre : la situation actuelle reste donc délicate.

Le débat académique est animé par des interventions de M. YVERT (Amiens), JUNG (Metz), et NIGAY (Grenoble).

Finalement M. le Président FRIEDEL constate en quelques mots, que les Académies provinciales sont pluri-disciplinaires, donc parfaitement qualifiées pour participer avec succès aux initiatives culturelles et régionales. Invitant l'auditoire à la remise des prix Pythagore, il remercie participants et intervenants, et lève la séance.

N.B. : Il n'a pas été possible de rendre exactement et intégralement le contenu des discours, communications, et interventions, en attendant que ces travaux et débats soient - éventuellement - publiés par les soins de l'Institut de France, on a pu en faire un résumé, à l'aide de notes de sciences. Que les orateurs et les théoriciens veuillent bien ne pas en tenir rigueur au possible scribe!

Prévoir d'adresser le courrier concernant la Conférence Nationale des Académies des Sciences, Lettres et Arts (communications, interventions, articles pour le bulletin, modifications des fiches du mini-annuaire) à l'adresse suivante :

Edmond REBOUL, 1 place du Maréchal Foch, 30130 PONT-SAINT-ESPRI.

Merci.